



Tous droits réservés

## INTRODUCTION GÉNÉRALE AU DROIT

### Séance 4 - Les juridictions (Partie 2)

I. Les juridictions de l'ordre judiciaire .....	2
A) Les juridictions de première instance .....	2
1) Les juridictions civiles .....	2
1) Les juridictions pénales .....	5
B) Les juridictions de second degré : les cours d'appel .....	8
C) La juridiction de troisième degré .....	9
1) Compétence de la Cour de cassation .....	9
2) Composition de la Cour de cassation .....	10
III. Les juridictions de l'ordre administratif .....	11
A) Les juridictions de premier degré .....	11
1) Les tribunaux administratifs .....	11
B) Les juridictions de second degré : les cours administratives d'appel .....	11
C) La juridiction de troisième degré : le Conseil d'État .....	12
1) Compétence du Conseil d'État .....	12
2) Composition du Conseil d'État .....	12
D) Les juridictions spécialisées .....	13

# I. Les juridictions de l'ordre judiciaire

L'ordre judiciaire correspond au droit privé. Comme nous l'avons vu dans la séance précédente, il s'agit donc de juger tous les litiges relatifs aux problèmes entre les particuliers.

## A) Les juridictions de première instance

### 1) Les juridictions civiles

#### a) Le tribunal judiciaire

- Règles générales

Avant **une loi du 23 mars 2019**, on distinguait le tribunal d'instance (TI) du tribunal de grande instance (TGI). Ces deux juridictions ont fusionné pour laisser place aux tribunaux judiciaires.

Le tribunal judiciaire juge les litiges civils, car ce n'est pas une juridiction spéciale, comme le tribunal de commerce (**art. L211-3 Code de l'organisation judiciaire (COJ)**).



**À retenir :** C'est une juridiction collégiale. Cela implique qu'il est composé d'au moins trois magistrats (**art. L212-1 COJ**).



**Attention :** Il y a de nombreuses exceptions, où le juge statuera seul (juge aux affaires familiales, juge des libertés et de la détention...)

Il faut au moins un tribunal judiciaire pour une Cour d'appel (**art. L211-3 COJ**).



**À retenir :** Les tribunaux judiciaires ont une compétence matérielle attribuée par la loi. Ils héritent donc de certains litiges ayant un objet particulier.

- Règles particulières

Certains tribunaux peuvent avoir une chambre de proximité, aussi appelés tribunaux de proximité. Elles ont des compétences matérielles spécifiques : c'est-à-dire qu'elles jugent de certains litiges ayant un objet précis (**art. L212-8 COJ**).

Il existe également deux procureurs spécialisés, placés près du Tribunal judiciaire de Paris : le procureur de la République financier et le procureur de la République anti-terroriste.



**Définition :** Un procureur est un magistrat qui représente le ministère de la Justice.

Ils ont une compétence exclusive, mais ne peuvent exercer que celle-ci.

#### b) Le tribunal de commerce

Le tribunal de commerce est une juridiction collégiale, composée de juges et d'un greffier (**art. L721-1 Code de commerce**).

Leur compétence est fixée par **l'article L721-3 du Code de commerce**, aux litiges concernant :

- les contestations entre commerçants, établissements de crédit et sociétés de financement, ou entre eux ;
- les contestations entre sociétés commerciales ;
- les contestations entre sociétés civiles ;

- les contestations liées aux actes de commerce entre toutes les personnes.



**À retenir :** Les juges sont des magistrats élus, mais ils sont particuliers, car ils sont commerçants ou dirigeants de sociétés commerciales.

Le tribunal de commerce est une formation collégiale, avec à sa tête un président. Les juges sont élus pour deux ans, et peuvent être réélus par période de quatre ans (**art. L722-6 C. co**).

#### c) Le juge de l'expropriation

Il s'agit d'une juridiction à juge unique. Ce magistrat est nommé pour trois ans, par le président de la Cour d'appel dont il ressort (**art. R432-1 COJ**).

Il est essentiellement compétent pour les indemnisations à la suite d'expropriations et de démembrements de propriété.

C'est une juridiction départementale, qui a un secrétaire au tribunal judiciaire dont il dépend.

#### d) Le juge délégué aux victimes

Créé par **un décret du 13 novembre 2007**, il s'agit d'un juge spécifique qui peut prendre la direction de la commission d'indemnisation des infractions.

Cette commission a été créée par **une loi du 8 juillet 1983**. Présente dans chaque ressort de tribunal judiciaire, elle octroie des indemnités à certaines victimes d'infractions.

#### e) Le Conseil de prud'hommes

Il est issu **d'une loi du 18 mars 1806**. Son objectif est de résoudre les conflits nés dans l'environnement du travail.

Il en faut un par tribunal judiciaire, mais il peut y en avoir plus. Ils sont autorisés par un décret du Conseil d'État.



**À retenir :** Le Conseil se divise en cinq chambres : encadrement, commerce et services commerciaux, industrie, agriculture, et activités diverses (**art. R1423-1 Code du travail**).

Les sections sont composées de membres représentant les employeurs et les employés, à parts égales. Ils sont nommés pour quatre ans par le Garde des sceaux et le ministre du Travail.



**Attention :** Ce sont de véritables juges !

### 1) Les juridictions pénales

Les juridictions pénales jugent des :

- contraventions (les infractions les moins graves, comme l'amende de stationnement) ;
- délits (les infractions moyennement graves, comme le vol)
- crimes (les infractions les plus graves, comme l'homicide).

#### a) Le juge d'instruction

Le juge d'instruction est nommé parmi les magistrats du tribunal judiciaire, pour trois ans (**art. 50 Code de procédure pénale**).



**À retenir :** S'il y a plusieurs tribunaux judiciaires dans une même juridiction, ils ne sont pas tous forcés d'avoir un juge d'instruction. En revanche, un grand tribunal peut avoir plusieurs juges d'instruction.

Il a une double mission :

- c'est lui qui instruit le dossier, à charge ou à décharge (en faveur ou en défaveur de la personne concernée). Cela signifie qu'il va tout mettre en œuvre pour savoir ce qu'il s'est passé.
- c'est lui qui prend des décisions. Il peut ainsi ordonner le placement en détention provisoire, par exemple.

Sa saisie est obligatoire pour les crimes et facultatives pour les infractions et les délits. Il peut aussi être saisi par un réquisitoire du Procureur de la République ou après une plainte et constitution de partie civile (**art. 51 CPP**).

#### b) Le juge des libertés et de la détention

Créé par **une loi du 15 juin 2000**, c'est un juge spécialisé pour prononcer des mesures visant à réduire ou à prolonger une détention provisoire.

Il a également quelques compétences particulières : autoriser des écoutes téléphoniques, hospitaliser des patients sans leur consentement...

#### c) Le tribunal correctionnel

Le tribunal correctionnel juge les délits, c'est-à-dire les infractions qui sont punies de plus de 3750€ d'amende ou d'une peine d'emprisonnement (**art. 381 CPP**).

Il est composé d'un président et deux juges (**art. 398 CPP**).



**À retenir :** Les audiences sont publiques, sauf lorsque cela est dangereux ou peut nuire à la dignité de la personne (**art. 400 CPP**).

#### d) La cour d'assises

La cour d'assises est compétente pour juger des crimes (et s'il y en a, des délits et contraventions rattachés).

Il en existe une par département, une à Paris, à Ajaccio, à Bastia et à Strasbourg (**art. 232 CPP**).

Elle est composée d'un président, qui est un président de chambre ou un conseiller de la cour d'appel (**art. 244 CPP**). Il dispose de deux assesseurs (**art. 248 CPP**).



**Définition :** Un assesseur aide et peut suppléer le président dans ses fonctions.

Le président et ses assesseurs forment la « cour ». Ils sont assistés de six jurés, qu'on appelle aussi jury populaire (qui passent à neuf si la cour est saisie en appel).



**À retenir :** La particularité de la cour d'assises est que les jurés sont tirés au sort parmi les citoyens de plus de 23 ans, à jour de leurs droits civiques, et sachant lire et écrire (**art. 255 CPP**).

La cour d'assises ne siège pas en permanence, mais effectue des sessions, de 15 jours en général.



**Attention :** Pour désengorger les cours d'assises, **une loi du 29 mars 2019** a créé des cours criminelles, composée de cinq magistrats, qui siège au même endroit et statue sur les crimes passibles d'un emprisonnement de moins de vingt ans.

#### e) Le juge des enfants

Le juge des enfants est un magistrat spécialisé nommé parmi les juges du tribunal des enfants. Il en existe au moins un par tribunal (**art. L252-1 COJ**).

Il est compétent en matière éducative, pour la protection judiciaire, pour l'aide à la gestion du budget familial et pour les contraventions de cinquième classe et délits commis par les mineurs (**art. L252-2 à L252-5 COJ**).

#### f) Le tribunal des enfants

Le tribunal des enfants est compétent pour les contraventions et délits commis par les mineurs, ainsi que des crimes commis par les mineurs de seize ans et plus (**art. L251-1 COJ**). Il y en a au moins un par cour d'appel (**art. L251-2 COJ**).

Son président est un juge des enfants, et il dispose de deux assesseurs (**art. L251-3 COJ**).

#### g) La cour d'assises des mineurs

Il s'agit de la même cour d'assises traditionnelle, à ceci près qu'elle juge les crimes commis par les mineurs de 16 à 18 ans.

#### h) La Haute Cour

La Haute Cour est instituée par **les articles 67 et 68 de la Constitution**. C'est l'institution qui permet de destituer le Président de la République en cas de manquement à ses fonctions.

## B) Les juridictions de second degré : les cours d'appel

Les cours d'appel vont juger une deuxième fois l'affaire en faits et en droit.

Elles ont compétence, en matière civile, pour tous les litiges liés des contentieux qui ne sont pas répressifs.



**Attention :** Il y a cependant un certain taux pour les litiges qui ne « méritent » pas d'aller en appel. Ils sont jugés en première instance, en premier et dernier ressort : on ne peut pas en faire appel. Ce taux est de



5000€ de litige en matière judiciaire et commerciale, et 4000€ en matière prud'homale.

Elles ont compétence, en matière pénale, pour les appels sur les ordonnances du juge d'instruction ou du juge des libertés ; mais elle a quelques compétences spéciales (demandes d'extradition, par exemple).



**Attention :** Comme en matière civile, tous les litiges ne sont pas susceptibles de recevoir un appel. Il faut que la peine encourue soit supérieure à 1500€, que la peine prononcée soit supérieure à 300€ ou suspendue un permis de conduire, ou qu'il existe une condamnation civile par une victime.

Il y a 36 cours d'appel en France.



**À retenir :** Certaines cours ont une compétence particulière ; Paris reçoit par exemple les appels contre les décisions du Conseil national des barreaux.

Une cour d'appel comprend diverses chambres, en fonction de la taille de la cour. Néanmoins, il existe toujours une chambre de l'instruction, une chambre sociale, une chambre pour les mineurs, et une chambre de l'instruction.

Les magistrats qui la composent sont des magistrats expérimentés.

## C) La juridiction de troisième degré

### 1) Compétence de la Cour de cassation

Dans l'ordre judiciaire, c'est la Cour de cassation qui est au troisième et dernier degré de la hiérarchie des juridictions. C'est une juridiction unique (**art. L411-1 COJ**). Elle siège à Paris.



**Attention :** En réalité, ce n'est pas une juridiction de troisième niveau, puisqu'elle ne juge pas en fait mais en droit uniquement ! Elle juge le jugement d'appel.

La Cour de cassation peut casser et annuler un arrêt de second degré, et à ce moment-là, elle renvoie les parties devant les juridictions précédentes.

Elle peut, à l'inverse, rejeter un pourvoi si elle estime qu'il est légalement fondé.



**À retenir :** Les juridictions de première et de seconde instance ne sont légalement pas tenues de suivre les décisions de la Cour. Elles le font uniquement pour unifier la jurisprudence, et car symboliquement, ce sont les magistrats les plus qualifiés de l'ordre juridique.



**Attention :** Il y a cependant une exception. Lorsqu'il y a eu cassation d'un arrêt, que les juridictions de première et de seconde instance ont donné le même verdict sur le même moyen, et que le jugement arrive de nouveau en cassation, si la Cour en arrive à la même conclusion, son rendu est définitif et irrévocable.

La Cour de cassation a également des missions non juridictionnelles : elle tient par exemple un rapport annuel dans lequel elle émet des recommandations au Garde des sceaux.

## 2) Composition de la Cour de cassation

La Cour a un premier président : c'est le plus haut magistrat du pays. Chaque chambre a également un président. En tout, il y a 108 magistrats répartis dans les chambres. Ensemble, ils forment le siège.

La Cour a également un Procureur général, 6 premiers avocats généraux, et 37 avocats généraux. Ensemble, ils forment le parquet.

Elle est composée de cinq chambres civiles et d'une chambre criminelle (**art. L421-1 COJ**). Chaque chambre peut être séparée en sections.

Les arrêts sont rendus par une chambre, deux chambres réunies, ou toutes ensembles : c'est l'Assemblée plénière (**art. L421-3 COJ**).

Au sein de chaque chambre, lorsqu'une affaire y est dévolue, trois magistrats y sont attitrés.

### III. Les juridictions de l'ordre administratif

#### A) Les juridictions de premier degré

##### 1) Les tribunaux administratifs

Ce sont les juges de droit commun, en matière administrative, en premier degré (**art. L211-1 CJA**).

Ce sont les successeurs des conseils de préfecture.

Ils sont composés d'un président et de plusieurs membres.



**À retenir :** C'est une juridiction collégiale avec au moins trois magistrats qui statuent.

#### B) Les juridictions de second degré : les cours administratives d'appel

Elles sont juges de second degré des jugements rendus par les tribunaux administratifs (**art. L211-2 CJA**). Elles ont néanmoins une compétence spéciale pour juger en premier et dernier ressort certaines affaires spécifiques.

Elles sont composées d'un président membre du Conseil d'État et de magistrats de l'ordre administratif.

Elles statuent collégalement avec cinq magistrats, ou en formation plénière avec sept magistrats.

## C) La juridiction de troisième degré : le Conseil d'État

### 1) Compétence du Conseil d'État

C'est la juridiction suprême.

Il a une fonction contentieuse : il statue sur les recours en cassation contre des décisions rendues en dernier ressort par les juridictions administratives (**art. L111-1 Code de la justice administrative**).

Il a également une fonction réglementaire : il participe à la confection des lois et ordonnances, et émet des avis sur les propositions de lois (**art. L112-1 CJA**).

Il a une mission d'inspection sur les juridictions administratives (**art. L112-5 CJA**), il peut donner son avis sur une question de droit nouvelle (**art. L112-6 CJA**) et ordonner des médiations (**art. L112-7 CJA**).



**À retenir :** Le Conseil d'État a une compétence en tant qu'instance de premier et dernier ressort, dans certains cas particuliers, comme les recours pour excès de pouvoir contre les décrets et les actes réglementaires.

Il est aussi juge d'appel pour certaines décisions (celles liées aux élections municipales).

La fonction de cassation est sa fonction essentielle.

### 2) Composition du Conseil d'État

Son président est appelé vice-président. Il exerce la présidence mais en théorie, le Premier ministre ou le Garde des sceaux peuvent exercer cette fonction quand ils le souhaitent (**art. L121-1 CJA**).

Ensuite, chaque section a un président. Viennent enfin les conseillers d'État, ordinaires ou extraordinaires, les maîtres des requêtes et les auditeurs.

Les décisions sont rendues soit par l'assemblée du contentieux (la réunion de toutes les sections), soit par une section du contentieux (certaines chambres seulement), par des formations de chambre ou une chambre unique (**art. L122-1 CJA**).

Il y a trois formations administratives :

- l'assemblée générale et la commission permanente ;
- les sections administratives spécialisées. Elles sont cinq : intérieur, finances, travaux publics, section sociale et administration ;
- la section du rapport et des études.

Il y a trois formations contentieuses :

- la section du contentieux. Elle comprend dix chambres spécialisées ;
- les formations d'instruction ;
- les formations de jugement. Les décisions sont rendues par la section si l'affaire est délicate, et par l'assemblée s'il s'agit d'une décision solennelle.

## D) Les juridictions spécialisées

Il existe enfin des juridictions spécialisées dans des domaines très précis. Elles ne sont pas toutes à connaître mais c'est bon de savoir qu'elles existent.

La Cour des comptes contrôle par exemple les comptables publics et rend un rapport annuel.

Le Conseil supérieur de la magistrature veille au respect de l'indépendance des juges...